

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 09/04/2026  
Modifié le 05/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GIE DU COSTET BEILLARD**

2648 route de Colmar  
88400 Xonrupt-Longemer

Références : S-26-361RP  
Code AIOT : 0006204549

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement GIE DU COSTET BEILLARD implanté Le Costet Beillard, chemin de la cleurie 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 30/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée le lendemain de l'accident du 29 mars 2026. Le matin de ce jour, l'OFB a été avertie par des passants que la Cleurie (milieu récepteur des effluents du GIE du Costet Beillard) était polluée. Rendue sur place, l'OFB a constaté que ce cours d'eau était de couleur marron sans possibilité d'en voir le fond (situé à moins de 20 cm de la surface au plus profond). Remontant le cours d'eau, l'OFB a déterminé que la pollution provenait d'un rejet d'effluents du GIE du Costet Beillard.

L'OFB a contacté l'inspection des installations classées, compétente pour ce site. Ces deux services ont cherché pendant plusieurs heures à joindre le responsable d'exploitation sans succès. Finalement c'est un inspecteur des installations classées qui s'est rendu au domicile de l'exploitant et a pu transmettre l'information à 12h45.

Parallèlement, l'OFB a constaté à compter de 11h30 une couleur marron s'atténuant, signe d'une réduction du flux de polluants. L'inspection s'est rendue sur site à 12h15 et 17h30 et a constaté la pollution sans constater de mortalité piscicole immédiate. Cependant, le flux polluant ayant envahi le milieu, il a été fait le constat d'une très forte eutrophisation qui a potentiellement détruit une partie du biotope.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE DU COSTET BEILLARD
- Le Costet Beillard, chemin de la cleurie 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006204549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est la station d'épuration qui traite les effluents aqueux de la société Blanchiments de Xonrupt II.

**Contexte de l'inspection :** pollution

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	conditions générales de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	déclaration d'accident	Code de l'environnement, article R. 512-69	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'absence de surveillance à distance de la station d'épuration a conduit à une pollution non maîtrisée pendant plusieurs heures de la Cleurie.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Conditions générales de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, conditions générales de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...)  L'installation de traitement est correctement entretenue. Les principaux paramètres de suivi sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les paramètres attendus sont mesurés périodiquement et reportés sur l'application web GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).  L'inspection note cependant que l'exploitant renseigne cette application uniquement les jours ouvrés alors que l'incident s'est produit un week-end, preuve que des rejets se font également hors jours ouvrés.  L'OFB présente sur site depuis plusieurs heures ainsi que les services de la DREAL n'ont pu entrer en contact avec l'exploitant. Ainsi, l'incident est passé inaperçu de l'exploitant jusqu'à ce qu'un inspecteur des installations classées se déplace à son domicile. L'exploitant a reconnu qu'il n'existe aucun système d'alarme pouvant l'informer d'une dérive des paramètres.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sans délai, il est demandé à l'exploitant de renseigner GIDAF y compris les jours non ouvrés. Par ailleurs, il lui est demandé de s'équiper dans le délai prévu ci-dessous de systèmes de surveillance en continu asservis à une alarme pour les principaux paramètres de suivi du fonctionnement de la station d'épuration (dont turbidité).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les mesures nécessaires sont prises pour éviter une pollution accidentelle soit directement dans le milieu naturel soit en sortie de station suite à une dérive.
<b>Constats :</b>  Après avoir été prévenu, l'exploitant s'est immédiatement rendu sur site pour gérer l'évènement. Aux dires de l'OFB (dont les agents sont restés à proximité de la Cleurie), l'évènement s'était déjà atténué à ce moment là.  Le lendemain, lors de la visite d'inspection qui fait l'objet du présent rapport, il a été fait le constat de l'absence de rejet dans le milieu naturel dans l'attente d'un retour à la normal du fonctionnement de la station d'épuration (les flux contenus dans les bassins avals seront renvoyés en amont de la station d'épuration pour retraitement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/03/2026, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déclaration d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.  (...)
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, il a été rappelé à l'exploitant l'obligation de transmission du rapport d'accident (pour mémoire, transmission à faire en téléprocédure via l'adresse suivante : <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a> ).  Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin clarificateur de la station d'épuration présentait une inversion de phase avec des boues surnageantes. Par surverse cela a conduit ces boues à rejoindre le milieu naturel. L'exploitant précise que l'évènement a débuté dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 mars ; le flux polluant est estimé à environ 60 m <sup>3</sup> .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans son rapport, a minima il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• détailler les paramètres principaux de la station d'épuration dans les 3 jours précédents l'accident ;</li><li>• indiquer l'évènement/le process qui a conduit à l'inversion de phase ;</li><li>• détailler le phénomène physique qui explique l'inversion de phase ;</li><li>• préciser le volume de boues rejetées à la Cleurie ;</li><li>• préciser les mesures d'urgence prises ;</li><li>• détailler les paramètres principaux de la station d'épuration pendant l'accident ;</li><li>• préciser les effets sur l'environnement ;</li><li>• indiquer les mesures palliatives mises en œuvre ou à mettre en œuvre pour éviter la survenue d'un tel évènement à l'avenir.</li></ul> Tout autre renseignement nécessaire à la parfaite compréhension de cet accident sera apporté par le rapport d'accident.

L'attention de l'exploitant est attirée sur la difficulté qu'ont eu les services de l'État à le joindre (l'évènement s'est produit un dimanche hors activité de production et en l'absence de personnel sur site). Il est demandé que des consignes soient rédigées et mises à disposition des services de secours et de contrôle. Ces consignes détailleront des numéros d'appel nécessaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois